

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition, conseil, livraison et installation de
mobilier adaptés (notamment sur préconisation
médicale)**

N° du CCTP : 25FSA013

Coordonnateur du groupement de commandes

Université Grenoble Alpes

1180 rue des universités

CS 40700

38400 Saint Martin d'Hères

Membres du groupement de commandes

Institut Polytechnique de Grenoble

46 avenue Félix-Viallet

38031 Grenoble

Institut d'Etudes politiques de Grenoble

1030 rue des Universités

38400 Saint-Martin-d'Hères

ARTICLE 1 – PRESENTATION DU SERVICE DE MEDECINE DE PREVENTION

Le service de médecine de prévention a un rôle de conseil pour les employeurs, les salariés et les représentants du personnel en ce qui concerne la santé des agents, l'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'établissement, l'aménagement des postes de travail, la protection des travailleurs contre des nuisances (accident du travail, utilisation de produits dangereux), l'hygiène générale de l'établissement, les constructions et aménagements nouveaux.

Afin d'exercer ces missions, le médecin du travail conduit des actions en milieu de travail et procède à des examens médicaux : visite périodique, visite de reprise après arrêt-maladie, congé maternité ou accident de travail, visite sur demande du salarié, visite d'embauche des agents...

Il assure une surveillance particulière des personnels soumis à des risques spécifiques.

Le médecin du travail peut proposer un aménagement des conditions de travail ou du poste de travail justifiés par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé de l'agent. Les aménagements du poste de travail peuvent concerner les plans de travail et les sièges.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET CONTEXTE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition, le conseil, la livraison, l'installation, le montage et le réglage de mobilier adapté permettant d'équiper des bureaux et des locaux professionnels (et personnels dans le cadre du télétravail) pour les besoins de l'ensemble des écoles, composantes, laboratoires, directions et services des membres du groupement situés dans l'agglomération grenobloise ainsi qu'à Valence, Lyon, Vienne, Chambéry, les Houches et Bonneville en Haute-Savoie (voir périmètre à l'article 12.4 du CCAP). Le marché des mobiliers adaptés vise à répondre aux besoins des étudiants et des agents. Seuls les agents ont obligatoirement une préconisation de la médecine de prévention.

2.2 Contexte

Le présent marché a pour objet l'acquisition de mobilier adapté permettant de couvrir les besoins des agents et des étudiants de l'université.

Les dépenses du pouvoir adjudicateur sont effectuées dans un contexte budgétaire contraint. Ce contexte incite plus que jamais ce dernier à rechercher des outils permettant l'optimisation et l'utilisation toujours plus efficiente de la dépense publique.

Pour cela, la politique d'achats en matière de mobilier adapté du pouvoir adjudicateur vise à limiter les commandes, à rationaliser les références commandées et à responsabiliser les acheteurs vis-à-vis du rôle médical et exceptionnel de ces commandes.

Toutes les commandes font systématiquement l'objet d'une demande, d'une production d'un devis préalable et d'un essai du matériel sur une durée de 2 à 3 semaines préalables à l'acceptation du devis et la finalisation de la commande.

Le pouvoir adjudicateur attache une grande importance aux conseils délivrés tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU MOBILIER ADAPTE

Le marché porte sur différents produits :

- Bureaux à hauteur variable à commande électrique
- Siège assis-debout réglable en hauteur
- Siège-selle avec assise réglable en hauteur
- Repose-jambes
- Siège adapté
- Siège de bureau modulable

La liste des produits ci-dessus n'est pas exhaustive.

Les produits proposés devront être accompagnés d'une garantie de résistance et de qualité.

3.1 Bureaux à hauteur variable à commande électrique :

Les bureaux à hauteur variable à commande électrique sont des bureaux qui permettent une adaptation à la taille des agents et des étudiants ou d'alterner les positions debout et assise permettant ainsi d'adopter une posture dynamique face aux postes de travail.

Caractéristiques minimales souhaitées :

- Le titulaire proposera dans une gamme en mélaminé ou stratifié de 19 à 25 mm d'épaisseur, et dans une fabrication standard, des plateaux réglables en hauteur par commande électrique.
- La hauteur du bureau doit varier entre 65 cm (au minimum) et 140 cm (avec une tolérance de plus ou moins 20 cm sur la hauteur maximum).
- Deux tailles de plateaux sont demandées : 160 cm et 180 cm avec une largeur minimum de 70 cm.
- Les bureaux ne doivent pas avoir de retour.
- Les bureaux devront être composés à minima de 20% de matériaux recyclés

3.2 Siège assis-debout réglable en hauteur :

Le siège assis-debout est un siège qui permet de travailler debout avec un appui et de soulager la pénibilité d'un travail debout effectué en continu.

Caractéristiques minimales souhaitées :

Les sièges assis-debout réglables en hauteur doivent être proposés :

- En deux qualités d'assise : souple et ferme
- Avec ou sans dossier.
- Un choix couvrant de tailles d'utilisateur allant de 146 cm à 207 cm devra être proposé
- Un choix pour les utilisateurs jusqu'à 230 kg doit être proposé

3.3 Siège-selle avec assise réglable en hauteur :

Le siège-selle permet de respecter les courbures naturelles de la colonne vertébrale.

Caractéristiques minimales souhaitées :

Les sièges selle doivent être proposés avec : une assise souple, réglable en hauteur et inclinable.

Ils doivent être proposés avec ou sans dossier.

Roulettes sol dur ou sol souple

3.4 Repose-jambes :

Le repose-jambes permet de maintenir une ou deux jambes en extension et/ou en hauteur.

Caractéristiques minimales souhaitées :

Le repose-jambes doit être inclinable et réglable en hauteur. Il doit exister un modèle simple et un modèle double.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander les options suivantes au choix :

Roulettes sol dur ou sol souple

Le titulaire devra obligatoirement proposer ces options.

3.5 Siège adapté :

Le siège adapté est un siège qui s'adapte à la morphologie et à l'activité de l'agent ou de l'étudiant afin de garantir un poste de travail confortable et une assise correcte.

Caractéristiques minimales souhaitées :

- Assise réglable en inclinaison, hauteur et profondeur (translation d'assise), avec différentes tailles pour personnes selon la morphologie (courte, standard et longue) et type d'assise variable (souple ou ferme). Dossier haut réglable en hauteur, inclinaison, avec différentes tailles, soutien lombaire roulettes sol dur ou sol souple
- Assise pouvant s'adapter à des utilisateurs allant de 146 cm à 207 cm avec des hauteurs d'assise allant de 43 à 51 cm et plus
- Un choix pour les utilisateurs jusqu'à 230 kg doit être proposé

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander les options suivantes au choix :

Accoudoirs réglables en hauteur

Accoudoirs 3D

Accoudoirs 4D

Le titulaire devra obligatoirement proposer ces options.

3.6 Siège de bureau modulable :

Le siège permet de compenser un handicap en prenant compte de la morphologie et de la pathologie de l'agent ou de l'étudiant.

Caractéristiques minimales souhaitées :

- Assise réglable en inclinaison, hauteur et profondeur (translation d'assise), avec différentes tailles pour personnes selon morphologie (courte, standard et longue), type d'assise variable (souple ou ferme)
- Dossier haut réglable en hauteur, inclinaison, avec différentes tailles, soutien lombaire réglable en intensité
- Accoudoirs amovibles (4D)
- Roulettes sol dur ou sol souple
- Mécanique synchrone

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander les options suivantes au choix :

Mécanique asynchrone
Appui-tête réglable en hauteur et inclinaison
Roulettes bloquantes sol dur ou sol souple
Le titulaire devra obligatoirement proposer ces options.

ARTICLE 4 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Interlocuteurs du marché

Le titulaire détermine et indique les interlocuteurs chargés :

- Du conseil avant et lors de l’élaboration du devis
- la mise à l’essai dudit matériel pour une période comprise entre 14 et 21 jours
- la possibilité de livraison et installation dudit matériel au domicile du bénéficiaire sur l’ensemble du département 07, 38, 26, 73, 74
- de l’installation et du réglage des mobiliers adaptés

Ces informations sont précisées dans l’offre du titulaire.

Voir aussi l’article 12.1 du CCAP.

4.2 Conseil

Le conseil du titulaire se déroule tout au long de l’accord-cadre, et notamment lors de la période précédant le devis et lors de l’installation du mobilier adapté.

La procédure permettant au pouvoir adjudicateur de choisir le matériel avant d’émettre le bon de commande (exception faite des bureaux à hauteur variable à commande électrique) ainsi que la procédure d’installation (réglages spécifiques...) sont précisées dans l’offre faite par le titulaire dans le cadre de réponse.

Lors de la période précédant l’établissement du devis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d’exiger du titulaire que celui-ci contacte directement l’agent bénéficiaire du matériel.

4.3 Modalités de garantie

Dans le cadre d’une intervention durant la période de garantie, le déplacement, la main d’œuvre et le changement de la pièce défectueuse sont à la charge du titulaire du marché.

Voir l’article 15 du CCAP.

4.4 Services attendus

Les services mis à disposition par le titulaire dans le cadre de son offre concernent ainsi :

- un engagement sur le taux de disponibilité : le titulaire s’engage sur un délai minimal d’intervention lors de l’émission des devis (voir article 12.2 du CCAP).
- un engagement de rétablissement : le titulaire garantit un délai maximum de mise à disposition du mobilier. Les reprises et remplacements de livraisons non-conformes ou endommagées doivent avoir lieu dans un délai de 15 jours maximum suivant le signalement par le service concerné (voir article 12.6 du CCAP).
- un engagement de réglage des mobiliers : le titulaire s’engage à effectuer les réglages nécessaires à l’usage et adaptés aux utilisateurs conformément à l’article 12.5 du CCAP et à la procédure décrite dans son offre. Sur demande du pouvoir adjudicateur, un rendez-vous est fixé afin de procéder à de

nouveaux réglages. La date de rendez-vous doit être fixée au plus tard dans les dix jours ouvrés suivant la demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à intervenir dans les 30 jours qui suivent la date de rendez-vous fixée initialement entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

4.5 Pérennité

Le titulaire garantit, au minimum pendant la durée de l'accord-cadre, la pérennité du matériel livré et installé par ses soins (réglages spécifiques initiaux et éventuels réglages complémentaires, etc.)

Le titulaire ne peut pas arguer du fait qu'un mobilier n'est plus fabriqué pour ne pas fournir les pièces nécessaires à son entretien. Il s'engage ainsi à la fourniture de pièces détachées tout au long de l'exécution du marché ainsi que la durée vie (garantie) des produits acquis par le pouvoir adjudicateur.

4.6 Certifications et normes

Le titulaire du marché s'engage à respecter les procédures et prescriptions environnementales ci-dessous et à fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, toute pièce justificative permettant d'apprécier leur mise en œuvre.

Afin de prévenir la production de déchets d'emballage et d'en améliorer la valorisation, il est demandé au titulaire de :

- Privilégier la fourniture sans suremballages
- Limiter le recours aux emballages individuels
- Privilégier la fourniture de produits dont les emballages se recyclent et/ou dont la biodégradabilité est reconnue (écolabel ou équivalent)
- Privilégier la fourniture de produits dont les emballages sont issus en totalité ou en partie d'une filière de recyclage (produits écologiques)
- Inclure dans la mesure du possible une part de matériaux recyclés dans la conception de ses produits
- A mutualiser et grouper ses livraisons lorsque cela est possible
- A privilégier des moyens de livraisons à faible émission

Le titulaire devra fournir des produits sans danger pour les utilisateurs sur le plan sanitaire et conformes aux normes et certifications suivantes :

- La fabrication du mobilier n'a pas requis l'emploi d'une main d'œuvre enfantine dans les conditions contraires aux conventions internationales reconnues (loi n° 99-478 du 9 juin 1999).

- Le bois et les produits à base de bois doivent être d'origine licite et provenir soit : de plantations, dans ce cas aucun label n'est demandé ; d'exploitations forestières, engagées dans un processus de gestion durable et de posséder au moins un des deux labels décrits ci-dessous :

- le label Forest Stewardship Council (F.S.C.) : conseil de soutien de la forêt ;

- le label Programme for the Endorsement of Forest Certification (P.E.F.C.) : programme de reconnaissance des certifications forestières.

- les produits ne doivent présenter aucun danger pour leurs utilisateurs, que ce soit sur le plan sanitaire (émissions, substances dangereuses...) ou de leur sécurité d'usage.

- le titulaire s'engage à fournir du matériel répondant à la réglementation en vigueur constituée par l'ensemble des textes issus de la législation française et européenne.

- afin de lutter contre la pollution de l'air intérieur en limitant l'émanation de composés organiques volatils : la classe **E1 selon la norme EN 717.2** pour les panneaux de particules sera exigée.

Le mobilier doit répondre notamment aux normes permettant leur installation au sein d'établissements recevant du public et aux normes suivantes le cas échéant.

Sièges de travail :

NF EN 1335 1 : Détermination des dimensions

NF EN 1335 2 : Exigences de sécurité, résistance et durabilité

Réaction au feu :

Le comportement au feu des revêtements sera évalué suivants les normes :

NF EN 1021-1 : Évaluation de l'allumabilité des meubles rembourrés. Source d'allumage : cigarettes en combustion

NF EN 1021-2 : Évaluation de l'allumabilité des meubles rembourrés. Source d'allumage: flamme équivalente à celle d'une allumette

Les sièges complets auront été testés suivant la méthode D2/2000 du GPEM (Groupement Public d'Etudes des Marchés) et classés :

- soit C (le siège passe l'essai à la cigarette -C- mais pas l'essai au brûleur à gaz simulant la flamme d'une allumette),

- soit CF (le siège passe les essais à la cigarette -C- et au brûleur à gaz simulant la flamme d'une allumette -F-).

Tables et bureaux

NF EN 527 1 : Dimensions des tables de travail de bureau destinées aux tâches de travail de bureau à réaliser en position assise, assise/debout ou debout

NF EN 527-2+A1 : Exigences de sécurité, de résistance et de durabilité relatives aux tables de travail de bureau ainsi qu'aux tables pour les tâches de bureau pouvant être effectuées en position assise, debout ou par le biais de dispositifs assis-debout.

NF EN ISO 9241-5 ou NF X 35-122-5: Exigences ergonomiques pour travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - aménagement du poste de travail et exigences relatives aux postures.

NF EN 14074 : Méthodes d'essai pour la détermination de la résistance et de la durabilité des parties mobiles des tables de travail de bureau et des meubles de rangement de bureau.

Réaction au feu :

Mobilier de bureau : M3 (moyennement inflammable)

Rangement avec rideaux PVC : M1 (non inflammable)

Tissus de siège : M1 (non inflammable)

La résistance à l'abrasion devra être supérieure à 20 000 tours Martindale

Cette liste n'est pas exhaustive et il appartient aux titulaires de vérifier la concordance de leurs offres avec les différentes normes. En cas de divergence entre ces différents textes, le document le plus contraignant sera appliqué.